



**l'Assurance  
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

**Centre de  
Médecine  
Préventive**

UNION DE CAISSES-CENTRE DE MEDECINE PREVENTIVE (UC-CMP)

2, rue du Doyen Jacques Parisot

54500 Vandœuvre-Lès-Nancy

Tél. : 03.83.44.87.50

AC - 04-2025

## **Cahier des Clauses Administratives Particulières**

Objet de la consultation :

**Transports de personnes pour le compte de l'UC-CMP**

Date et heure limites de réception des offres

**Jeudi 27 novembre 2025 à 12h00**

## SOMMAIRE

<b>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>3</b>
1.1 Objet.....	3
1.2 Contexte du marché .....	3
<b>ARTICLE 2 – FORME DU MARCHÉ.....</b>	<b>3</b>
2.1 Forme du marché .....	3
2.2 Cadre juridique de l'accord-cadre .....	3
2.3 Allotissement de l'accord-cadre.....	4
<b>ARTICLE 3 - DURÉE DE L'ACCORD-CADRE .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 - DÉSIGNATION DES RÉFÉRENTS DU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 5 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 6 – RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE TITULAIRE DU MARCHÉ.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 7 - PRIX ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT .....</b>	<b>6</b>
7.1 Prestations forfaitaires .....	6
7.2 Variations dans les prix .....	6
<b>ARTICLE 8 – MODALITÉS DE RÈGLEMENT .....</b>	<b>7</b>
8.1 Facturation .....	7
8.2 Paiement .....	8
<b>ARTICLE 9 – CHARTE DE RELATIONS RESPONSABLE ET DURABLE CLIENT / PRESTATAIRE EXTERNE.....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 10 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITÉ – CONTRÔLES DES ACCÈS ET MESURES DE SÉCURITÉ .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 11 – PÉNALITÉS ET SANCTIONS .....</b>	<b>8</b>
<b>ARTICLE 12 – RÉSILIATION DU MARCHÉ.....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 13 - ASSURANCE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 14 – OBLIGATION DU PRESTATAIRE .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 15 - LITIGES .....</b>	<b>9</b>
<b>ARTICLE 16 – DÉROGATION CCAG-FCS .....</b>	<b>10</b>

## **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE ET DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1 Objet**

Le présent marché a pour objet le transport de personnes pour le compte de l'Union de Caisses - Centre de Médecine Préventive de Vandœuvre-lès-Nancy (UC-CMP) et de ses sites de Chaumont, Longwy, Verdun, Saint-Dizier, Epinal, Saint-Dié-des-Vosges, Forbach, Sarrebourg et Troyes.

### **1.2 Contexte du marché**

L'UC-CMP propose à l'ensemble des assurés sociaux du régime général des examens de prévention en santé adaptés à leur profil. Le recrutement des consultants se fait pour partie de manière collective.

L'UC-CMP propose à ces groupes le transport jusqu'au site de consultation avec retour à la ville de départ.

L'UC-CMP est implanté à Vandœuvre-lès-Nancy, Chaumont, Longwy, Verdun, Saint-Dizier, Epinal, Saint-Dié-des-Vosges, Forbach, Sarrebourg et Troyes.

Ces sites procèdent actuellement à l'accueil des consultants entre 8h00 et 9h30. L'examen de prévention en santé dure entre trois et quatre heures ce qui implique que le moyen de transport doit repartir entre 11h00 et 13h30 selon l'heure d'arrivée.

Ces horaires sont donnés à titre indicatif. La durée de l'examen de prévention en santé peut varier et le titulaire devra intégrer une marge de 30 minutes dans la préparation du retour des consultants vers les communes de départ.

## **ARTICLE 2 – FORME DU MARCHE**

### **2.1 Forme du marché**

Le présent marché public est un accord-cadre de services en application de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de Sécurité Sociale et de par l'article L. 2125-11° du Code de la commande publique.

La présente consultation est passée selon une procédure de Marché à Procédure Adaptée lancée en application de l'article L2123-1 du Code de la commande publique et à l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018.

### **2.2 Cadre juridique de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est mono-attributaire et à bons de commande au sens des articles R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, ce qui signifie que chaque lot sera notifié à un seul attributaire.

## **2.3 Allotissement de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre est décomposé en neuf lots correspondant pour les huit premiers lots à huit zones de trajets différents et pour le neuvième lot à des transports ponctuels. Chacun de ces lots est mono-attributaire.

Lot N° 1 : communes du département de Meurthe-et-Moselle vers l'antenne médicale de Vandœuvre-Lès-Nancy

- Lot N° 2 : communes du département de Meurthe-et-Moselle vers l'antenne médicale de Longwy
- Lot N° 3 : communes du département des Vosges vers l'antenne médicale de Vandœuvre-Lès-Nancy
- Lot N° 4 : communes du département des Vosges vers l'antenne médicale d'Epinal
- Lot N° 5 : communes du département de Haute-Marne vers l'antenne médicale de Saint-Dizier
- Lot N° 6 : communes du département de Meuse vers l'antenne médicale de Saint-Dizier
- Lot N° 7 : communes du département de Meuse vers l'antenne médicale de Verdun
- Lot N° 8 : communes du département de l'Aube vers l'antenne médicale de Troyes
- Lot N° 9 : transports ponctuels des salariés de l'UC-CMP ou de consultants

Chaque candidat devra répondre à l'intégralité de chaque lot sur lequel il se positionnera. Il pourra présenter une offre pour un, plusieurs ou la totalité des lots. L'offre ne sera pas considérée globalement mais lot par lot. L'attribution du marché se fera lot par lot.

Il appartient au candidat de se référer au CCAP et au CCTP du marché pour prendre connaissance de instructions stipulées et élaborer son offre en conséquence.

## **ARTICLE 3 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter du 02/03/2026. Il pourra être tacitement renouvelé annuellement trois fois sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre ans.

Toutefois, en cas de non reconduction de l'accord-cadre, l'organisme contractant en informera le titulaire par courrier moyennant un préavis de deux (2) mois avant la fin de la période en cours.

De même, durant cette période de quatre ans, l'organisme contractant aura la faculté de résilier le marché public à tout moment, par lettre recommandée avec accusé de réception, moyennant un préavis d'un (1) mois.

## ARTICLE 4 - DESIGNATION DES REFERENTS DU MARCHE

Pour une bonne gestion du marché, le responsable de l'organisme désigne les représentants qui seront les interlocuteurs privilégiés du titulaire, en l'occurrence :

2 rue du Doyen Jacques Parisot 54500 Vandoeuvre-Lès-Nancy

Affaire suivie par :

Département Budget-Achats – Contrôle de Gestion

Tél. 03.83.44.87.63

e-mail : [achats-administration.uc-cmp@assurance-maladie.fr](mailto:achats-administration.uc-cmp@assurance-maladie.fr)

De même, le candidat désignera les personnes référentes de ce marché qui seront les seuls interlocuteurs de l'organisme.

Fonction	Nom et prénom	Coordonnées (téléphone - email)

## ARTICLE 5 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.- F.C.S., l'accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et l'offre de prix,
- Les bons de commandes,
- Le cadre de réponse technique et d'engagement en matière de développement durable à compléter et à signer,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCAP), accepté sans modifications par le titulaire, à compléter et à signer,
- Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes, accepté sans modifications par le titulaire, à compléter et à signer,
- Le mémoire méthodologique et le calendrier de déploiement remis avec l'offre par le candidat,
- L'acte contractuel de confidentialité du prestataire externe, à compléter et à signer,
- L'acte contractuel des contrôles d'accès et des mesures de sécurité, à compléter et à signer,
- La Charte de relations responsable et durable Client / Prestataire externe,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG – FCS) approuvé par l'arrêté n°0078 du 30 mars 2021,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale,
- Le code de la commande publique,
- Les normes françaises AFNOR et européennes homologuée ou autres normes reconnues équivalentes applicables en France,
- Toutes dispositions réglementaires ou législatives, nationales ou européennes en vigueur au jour d'exécution de la prestation.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution de l'accord-cadre, n'est admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les stipulations incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

## ARTICLE 6 – RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LE TITULAIRE DU MARCHE

Le titulaire du présent marché déclare par la signature de la présente :

- ↪ Avoir satisfait aux obligations fiscales et sociales ;
- ↪ Ne pas avoir fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L8221-1, L 8231-1, L8241-1, et L8251-1 du Code du Travail ou des infractions de même nature dans un autre état de l'Union Européenne (DC2).

## ARTICLE 7 - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

### 7.1 Prestations forfaitaires

Le présent marché est traité à prix unitaires, correspondant aux quantités effectivement exécutées. Ce prix est fixé dans les bordereaux de prix unitaires.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la prestation de service demandée dans le cadre du présent marché.

### 7.2 Variations dans les prix

#### 7.2.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date de réception des offres.

#### 7.2.2 Modalités de variations des prix

Les prix du marché sont révisables par ajustement.

L'ajustement se fait en une seule fois par année à la date anniversaire, selon la formule suivante :

$$P = P_o \times (I/I_o)$$

Dans laquelle :

P = nouveau prix

P<sub>o</sub> = prix stipulé dans le marché

I = valeur de l'indice d'octobre 2026 pour la 2ème année, d'octobre 2027 pour la 3ème année, d'octobre 2028 pour la 4ème année

I<sub>o</sub> = valeur de l'indice d'octobre 2025

Le coefficient d'ajustement sera arrondi au 1/1000ème supérieur.

L'indice de référence I choisi en raison de sa structure pour l'ajustement des prix faisant l'objet du marché est l'indice « IPC – Base 2015 – Ensemble des ménages – France Métropolitaine - Gazole » publié par l'INSEE (disponible sur le site internet <http://indices.insee.fr>) : identifiant 001764283.

Dans le cadre du présent marché, le prix de référence est le prix unitaire net HT figurant sur les bordereaux de prix. Les prix sont révisables annuellement. Le titulaire du marché s'engage à notifier à l'UC-CMP par lettre recommandée avec accusé de réception, ses nouveaux tarifs avec un préavis de deux mois avant la date de reconduction.

Cette demande sera accompagnée du barème de prix de référence et d'une note explicative sur l'évolution du tarif précisant notamment la décomposition du ou des prix modifiés.

En cas de non-respect du délai de deux mois, le prix précédemment pratiqué sera reconduit pour les douze mois suivants.

## **ARTICLE 8 – MODALITES DE REGLEMENT**

### **8.1 Facturation**

Le titulaire du marché établira une facture la transmettra à l'UC-CMP via le portail de dématérialisation CHORUS PRO, solution informatique gratuite et sécurisée :

UNION DE CAISSES – CENTRE DE MEDECINE PREVENTIVE  
DEPARTEMENT BUDGET - ACHATS – CONTROLE DE GESTION  
2, RUE DU DOYEN JACQUES PARISOT  
54500 VANDOEUVRE-LES-NANCY

Ce document comptera en plus des mentions légales les indications suivantes :

- un numéro de facture,
- la référence du marché (AC-01-2021 N° du lot concerné),
- la référence du bon de commande (date d'envoi)
- le site de livraison,
- le numéro de compte postal ou bancaire,
- les BIC et IBAN,
- les prestations exactement définies,
- les montants H.T., T.V.A. et T.T.C.,
- la date de facturation.

Si lesdites factures ne sont pas conformes, elles seront retournées au Titulaire, et le délai global de paiement suspendu.

Pour information, lors du dépôt des factures sur le portail CHORUS PRO, les informations suivantes devront être obligatoirement indiquées :

- Le numéro de SIRET 783 371 289 00019, qui identifiera l'UC-CMP Centre de Médecine Préventive en tant que destinataire de la facture,
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure.  
Pour vous : SERVICE FACTURIER
- Le numéro d'engagement qui correspond au NUMERO DE COMMANDE
- A défaut de numéro de commande, il conviendra de mentionner le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement qui vous a été notifié, ou, à défaut, toute référence permettant d'identifier votre prestation.

## 8.2 Paiement

Le paiement des factures intervient suivant les règles de la commande publique, dans les conditions prévues au C.C.A.G-F.C.S.

Les sommes dues au titre du marché sont réglées par virement bancaire. Le paiement interviendra dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve qu'aucune anomalie ne soit relevée lors de sa vérification, conformément au Code de la Commande Publique. Le défaut de paiement dans les délais ci-dessus ouvre droit sans formalité au versement d'intérêts moratoires. Le taux est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts ont commencé à courir, augmenté de 2 points. Ce taux est fixé chaque année par décret.

## ARTICLE 9 – CHARTE DE RELATIONS RESPONSABLE ET DURABLE CLIENT / PRESTATAIRE EXTERNE

Cette charte a pour objet d'une part, d'informer les prestataires externes qu'ils font l'objet d'une évaluation, a posteriori, sur leurs aptitudes à fournir à l'UC-CMP un produit, un service ou une prestation conforme aux exigences d'achat spécifiées dans le dossier de consultation du marché concerné et dans les bons de commande émis et d'autre part, de leur en préciser les modalités, ainsi que les éventuelles conséquences sur les relations contractuelles.

## ARTICLE 10 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITE – CONTROLES DES ACCES ET MESURES DE SECURITE

Chaque partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre partie, dans le cadre de l'exécution du présent marché. A ce titre, le titulaire du contrat s'engage à respecter les termes du contrat stipulés dans l'acte contractuel de confidentialité du prestataire externe et également dans l'acte contractuel des contrôles d'accès et des mesures de sécurité

L'UC-CMP se réserve le droit de procéder à toute vérification permettant de s'assurer du respect des obligations du titulaire du marché en la matière.

## ARTICLE 11 – PENALITES ET SANCTIONS

En toutes conditions, le prestataire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens humains et techniques pour assurer la prestation de transport et les horaires fixés à l'annexe de l'Acte d'Engagement.

Dans l'hypothèse où le prestataire n'est pas en capacité d'accomplir la prestation, il doit immédiatement en informer l'UC-CMP par mail et téléphone **dans un délai de 8 jours avant la date de la prestation attendue.**

Dans tous les cas de défaillance, l'UC-CMP se réserve alors le droit de faire appel à un autre prestataire de son choix. Si le prix des prestations ainsi fournies s'avérait supérieur aux prix consentis par le Titulaire, celui-ci supporterait personnellement ce surcoût.

Le transport ne pourra faire l'objet d'une facturation dans les situations décrites ci-après :

- Le transporteur s'est présenté au point de rendez-vous mais n'a pas attendu le groupe ou n'a pas contacté le Centre de Médecine Préventive pour être informé de la marche à suivre,
- Le transporteur n'a pas attendu le groupe au lieu fixé de prise en charge (erreur d'adresse),
- Le transport n'a pas été réalisé, sans raison exprimée.



Au-delà d'1 répétition de ce type d'incident, l'UC-CMP se réserve le droit d'appliquer une pénalité de 10% du transport concerné. Le montant de cette pénalité sera déduit du prochain transport facturé.

**Le type de véhicule de transport devant être adapté à la taille du groupe, le Centre de Médecine Préventive se réserve le droit, en cas de non respect de cette exigence, de demander des explications de la part du transporteur.**

**En tout état de cause, le Centre de Médecine Préventive attire l'attention des transporteurs sur l'image renvoyée aux consultants de l'utilisation d'un moyen de transport non adapté au nombre de passagers.**

## **ARTICLE 12 – RESILIATION DU MARCHE**

L'UC-CMP se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de manquements répétés aux engagements du prestataire (retards, prestations non conformes au CCTP) signifiés par lettre recommandée au prestataire.

## **ARTICLE 13 - ASSURANCE**

Le titulaire est tenu de produire à l'UC-CMP, dès le dépôt de l'offre, une attestation d'assurance confirmant la garantie intégrale des conséquences pécuniaires de la responsabilité générale et/ou professionnelle en cas d'accidents ou de dommages causés à l'occasion de l'exécution des prestations du marché.

Cette attestation devra mentionner :

- le nom et le siège social de la compagnie d'assurance
- l'identité du courtier ou agent général auprès duquel est souscrite cette police
- les références de la police
- le contenu de la garantie
- le montant de la garantie
- le point de départ de la police d'assurance et de sa fin.

Lors du renouvellement de sa police d'assurance, et au plus tard à la date d'anniversaire du présent marché, le titulaire est tenu de produire une nouvelle attestation confirmant le maintien des garanties.

## **ARTICLE 14 – OBLIGATION DU PRESTATAIRE**

Le prestataire retenu devra continuellement s'assurer que les transports sont réalisés dans le respect des dispositions du code de la route.

## **ARTICLE 15 - LITIGES**

Pour tout litige, le tribunal compétent est le Tribunal de Grand Instance dans le ressort duquel se trouve l'Union de Caisses - Centre de Médecine Préventive.

## ARTICLE 16 – DEROGATION CCAG-FCS

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. – F.C.S.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE : Article 5 du présent CCAP
Par dérogation à l'article 14.1 du Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures Courantes et Services.	PENALITES ET SANCTIONS : Article 11 du présent CCAP

**Le Candidat,**  
Signature et cachet de l'entreprise,  
Précédés de la mention  
« Lu et approuvé sans réserve ou  
modification »



Dressé par le Responsable du marché,  
A Vandœuvre-lès-Nancy, le 6 octobre 2025,  
L'Union de caisses – Centre de Médecine Préventive  
La personne représentant le pouvoir adjudicateur,  
Pour le Directeur,  
Christian PALLAS

**Rémy BRUNCK**  
Directeur Adjoint  
UC-CMP

